



Conférence religieuse canadienne  
Canadian Religious Conference

1431 rue Fullum Street  
(casier 6 / box 6)  
Montréal Québec H2K 3M3  
CANADA

Le 22 juin 2010

Le très honorable Stephen Harper  
Premier ministre du Canada  
80, rue Wellington  
Ottawa (On) K1A 0A2

Monsieur le Premier Ministre,

Je vous écris afin de demander que le Canada appuie la résolution proposée par la mission Bolivienne aux Nations Unies le 17 juin dernier pour que le droit à l'eau soit reconnu comme droit de la personne.

Votre gouvernement prétend qu'il est déterminé à sauvegarder la santé des enfants. Votre gouvernement doit prendre en compte le fait que chaque 8 secondes, un enfant meurt de maladies reliées à l'eau. Avoir accès à une eau potable de bonne qualité est essentiel pour la santé et la dignité de toutes les communautés du monde entier.

Cette résolution intervient à un moment où les communautés à travers le monde font face aux impacts d'une crise mondiale de l'eau et que les corporations veulent prendre le contrôle de l'approvisionnement en eau pour en faire des bénéfices. La résolution reconnaîtrait le droit à l'eau et son assainissement pour 1,2 milliard de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et les 2,6 milliards sans accès à l'assainissement de base.

La Conférence religieuse canadienne (CRC), qui représente 20 000 religieuses et religieux au Canada, souhaite ardemment que son gouvernement fasse preuve de leadership sur les questions de l'eau, par la reconnaissance de ce droit à l'eau et en prenant un rôle actif dans le traitement de la crise mondiale de l'eau.

Un des *Objectifs de développement du millénaire* (ODM) – que le Canada s'est engagé à réaliser pour 2015 - consiste à réduire de moitié le nombre de personnes qui n'ont pas accès à de l'eau potable. La CRC demande donc que le gouvernement du Canada, le 23 juin, appuie cette résolution très importante.

Recevez, monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos salutations les meilleures.

Mary Finlayson, RSCJ  
Présidente